

Zeitschrift: Technische Mitteilungen / Schweizerische Post-, Telefon- und Telegrafienbetriebe = Bulletin technique / Entreprise des postes, téléphones et télégraphes suisses = Bollettino tecnico / Azienda delle poste, dei telefoni e dei telegrafi svizzeri

Herausgeber: Schweizerische Post-, Telefon- und Telegrafienbetriebe

Band: 41 (1963)

Heft: 3

Artikel: De l'espace et de son statut juridique = Die Rechtsverhältnisse im Weltraum

Autor: Moeckli, T.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-874320>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.05.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

De l'espace et de son statut juridique

Die Rechtsverhältnisse im Weltraum

L'espace extra-atmosphérique a occupé les écrivains bien avant les juristes et, à ce sujet, on consultera avec plaisir, dans la revue «L'homme et l'espace», les deux articles de *Juliette Monnin* et *Pierre Versins*, «L'étonnante prédiction de Fontenelle» et «Les écrivains qui ont conquis l'espace». (N° 1, 1961, p. 28 et 31). On y lira, en particulier, que *Cyrano de Bergerac*, dans son «Histoire comique des Etats et Empires de la Lune» (1656) parlait de «fusées qu'on avait disposées six à six», d'«étage qui s'embrasait, puis un autre», que *Voltaire* dans «Micromégas» (1752) utilise l'attraction et la répulsion des astres, que *Jules Vernes* corrige les trajectoires par des fusées latérales, etc. Rien de neuf sous le soleil, pourrait-on penser!¹

En droit, la doctrine commence à entrevoir, vers 1930, un développement possible de sa science et parle de droit astronautique: «discipline juridique universelle qui commande les relations de droit public ou privé, nées entre les individus ou les Etats, concernant l'utilisation de tout engin spécialement aménagé pour s'éloigner de la terre et apte à y parvenir, pour parcourir l'espace interplanétaire et intersidéral, de même que pour graviter autour de la terre ou pour parvenir à la surface d'un corps céleste quelconque, après avoir abandonné, temporairement tout au moins, la zone où se manifeste la pesanteur» (*Kroell*, Traité de droit international public aérien I, 1934, p. 34). Mais dès 1950, son intérêt est avivé par les réalisations techniques; les annonces faites par les Etats-Unis et l'URSS, en 1955, d'envoyer des satellites artificiels autour de la terre durant l'année géophysique internationale (1^{er} juillet 1957 jusqu'au 20 avril 1959) lui ont donné un stimulant important.

Les effets juridiques de la conquête de l'espace sont certains. On n'ajoute pas une nouvelle dimension à l'activité humaine sans créer des rapports de droit nouveaux. Ubi societas ibi jus! Le premier de ces effets fut, précisément, la naissance d'une nouvelle branche du droit, *le droit de l'espace*, pour employer l'expression retenue par le juriste français *Charles*

Der Raum ausserhalb der Atmosphäre hat die Schriftsteller viel früher beschäftigt als die Juristen. Darüber berichten in der Zeitschrift «L'homme et l'espace» die beiden Artikel «L'étonnante prédiction de Fontenelle» und «Les écrivains qui ont conquis l'espace» von *Juliette Monnin* und *Pierre Versins* (Nr. 1, 1961, S. 28 bzw. 31). Wir erfahren, wie *Cyrano de Bergerac* in seiner «Histoire comique des Etats et Empires de la Lune» (1656) von «je zu sechst angeordneten Raketen» sprach und davon, dass eine «Stufe sich entzündete und dann eine weitere», wie *Voltaire* in «Micromégas» (1752) die Anziehungskraft und den «elastischen Rückstoss» der Gestirne anwenden und wie *Jules Vernes* die Flugbahnen durch Seitenraketen korrigieren wollte usw. Nichts Neues unter der Sonne, möchte man sagen...¹

Die Rechtslehre schien gegen 1930 zu ahnen, dass sie sich bald mit einem weiteren Sachgebiet befassen müsse. Jedenfalls sprach sie schon früh von astronautischem Recht als «discipline juridique universelle qui commande les relations de droit public ou privé, nées entre les individus ou les Etats, concernant l'utilisation de tout engin spécialement aménagé pour s'éloigner de la terre et apte à y parvenir, pour parcourir l'espace interplanétaire et intersidéral, de même que pour graviter autour de la terre ou pour parvenir à la surface d'un corps céleste quelconque, après avoir abandonné, temporairement tout au moins, la zone où se manifeste la pesanteur» (*Kroell*, Traité de droit international public aérien I, 1934, S. 34). Seit 1950 belebte sich das Interesse infolge der technischen Errungenschaften. Es stieg sodann stark, als die Vereinigten Staaten (USA) und die Sowjetunion (UdSSR) 1955 ankündigten, während des internationalen geophysikalischen Jahres (1. Juli 1957 bis 20. April 1959) künstliche Satelliten um die Erde in Umlauf bringen zu wollen.

Zweifellos hat die Eroberung des Weltraums rechtliche Auswirkungen. Man kann die menschliche Tätigkeit nicht auf einen so grossen Bereich ausdehnen,

¹ Voir «Le Courrier» de l'Unesco, novembre 1962, p. 14: «Le Prix *Kalinga* pour la diffusion des connaissances scientifiques a été remis à l'écrivain et romancier scientifique britannique *Arthur C. Clarke*, le 27 septembre à New Delhi... C'est *Arthur Clarke* qui a suggéré que l'on pourrait utiliser un jour les satellites artificiels comme relais de radio et de télévision (ce qui est à présent une réalité avec 'Telstar'). Il avait exposé cette idée dès octobre 1945 dans un article publié dans *Wireless World*, 'Les relais extra-terrestres'»

¹ Vgl. UNESCO-Kurier, November 1962, S. 12: «Am 27. September 1962 wurde in New Delhi dem englischen Schriftsteller *Arthur C. Clarke* der *Kalinga*-Preis verliehen, der für die Verbreitung wissenschaftlicher Erkenntnisse geschaffen worden ist... Von A.C. Clarke ging... die Anregung aus, die künstlichen Erdsatelliten als Verbindungsstationen für den Rundfunk und das Fernsehen zu benützen, was inzwischen durch den 'Telstar' zur Wirklichkeit geworden ist. Diesen Gedanken äusserte er in seinem Aufsatz über ausserterrestrische Verbindungen, der bereits im Oktober 1945 in der Zeitschrift 'Wireless World' erschienen ist.»

Chaumont. Ce dernier écarte, en effet, les expressions «Droit astronautique» ou «Droit cosmique», la première étant, à son avis, limitée à la navigation dans l'espace, la seconde trop «ambitieuse», car on ne saurait dès aujourd'hui créer un droit valable pour le cosmos. Ce droit de l'espace est en formation et son appellation, toujours d'après Chaumont, permet d'y englober le domaine traditionnel du droit aérien mais aussi des zones de plus en plus éloignées de la terre à mesure que les progrès de la science et les besoins humains qui en résultent se précisent (Le Droit de l'espace, Ch. Chaumont, p. 5). S'il est vain de créer de toutes pièces un droit applicable à un milieu que la technique ne permet pas d'atteindre et dont on ne connaît pas les conditions, priorité doit être donnée aux problèmes posés par le stade actuel de la découverte spatiale (liberté d'exploration et d'utilisation de l'espace, règles de navigation, responsabilité pour les dommages, immatriculation des engins spatiaux, répartition des fréquences radio-électriques, etc.). Il y aurait, en effet, trois étapes dans la découverte spatiale: l'étape du satellite artificiel, l'étape des voyages interplanétaires, l'étape – éventuelle – de la découverte de la vie dans le cosmos (*Mellor*, Revue générale de l'air, 1955, n° 4, p. 339). Actuellement, nous vivons la première étape de cette évolution. Mais, à anticiper quelque peu, on voit bien que le droit de l'espace ne pourra se limiter à être code de circulation, en somme. D'autres problèmes surgiront dès que l'homme prendra pied sur les planètes et effectuera des voyages interplanétaires. Notre droit terrien ne pourra guère y être transplanté. Il s'agira alors d'élaborer de nouvelles règles de droit, conçues pour ce milieu propre. La doctrine parle à ce sujet de «Métadroit», «Métaloi»; elle a même envisagé d'approfondir les rapports entre les communautés humaines terrestres et les communautés éventuelles d'êtres pensants et organisés des autres planètes. Mais il s'agit là de considérations futuristes et la science du droit travaille selon les nécessités de la pratique. On peut néanmoins penser que les voyages interplanétaires influenceront la vie terrienne de l'homme et auront des répercussions sur le droit privé, du fait de leur durée et de la relativité, par exemple, et sur le droit public (voir, en particulier, *Hombourg*, dans la revue «L'homme et l'espace», n° 8/9, p. 30 et ss.; Mellor, opus cité).

Par ailleurs, dès le lancement des premiers satellites (Sputnik I et II, les 4 octobre et 3 novembre 1957), l'ONU s'est occupée du problème de l'espace et sa dernière Résolution en date (20 décembre 1961) recommande (commends) aux États d'observer les principes suivants:

- a) International law, including the United Nations Charter, applies to outer space and celestial bodies;
- b) Outer space and celestial bodies are free for exploration and use by all States in conformity

ohne neue Rechtsbeziehungen zu schaffen. Ubi societas ibi ius! Als erste dieser Auswirkungen entstand ein neuer Rechtszweig, das *Weltraumrecht* oder «le droit de l'espace», um einen Ausdruck des französischen Juristen *Charles Chaumont* zu gebrauchen. Dieser lehnt die Benennungen «astronautisches Recht» oder «kosmisches Recht» ab. Seines Erachtens erfasst nämlich die erste nur die Weltraumfahrt; andererseits betrachtet er die zweite als zu anspruchsvoll, weil sich nicht schon heute eine gültige Rechtsordnung für den ganzen Weltraum aufstellen lasse. Dieses Weltraumrecht ist gegenwärtig noch im Werden; sein Name kann – nach Chaumont – nicht nur das traditionelle Raumrecht der Atmosphäre umfassen, sondern auch jenes erdfernerer Zonen, im gleichen Mass, in welchem wissenschaftliche Fortschritte erzielt werden und sich die daraus resultierenden Bedürfnisse abzeichnen (Le Droit de l'espace, Ch. Chaumont, S. 5). Es ist müssig, in allen Teilen eine Rechtsordnung für ein Gebiet aufzustellen, das technisch nicht erreichbar ist und dessen Verhältnisse unerforscht sind. Daher muss die Priorität denjenigen Fragen zukommen, die der gegenwärtige Stand der Weltraumforschung aufwirft (Freiheit der Weltraumforschung und -benützung, Navigationsregeln, Behandlung von Schadenfällen, Registrierung der Raumflugkörper, Verteilung der radioelektrischen Frequenzbereiche usw.). In der Weltraumentdeckung wären eigentlich drei Etappen zu unterscheiden, nämlich die der künstlichen Satelliten, die der interplanetarischen Reisen und die der eventuellen Entdeckung menschlichen Lebens im Kosmos (*Mellor*, Revue générale de l'air, 1955, Nr. 4, S. 339). Gegenwärtig stehen wir zwar erst in der ersten Etappe. Schon jetzt kann aber vorausgesagt werden, dass das Weltraumrecht dereinst nicht bloss verkehrsrechtliche Fragen regeln wird. Es werden sich noch andere Probleme ergeben, sobald der Mensch auf den ausserterrestrischen Planeten Fuss fasst und interplanetarische Reisen unternimmt. Unser terrestrisches Recht können wir kaum auf diese Planeten verpflanzen; vielmehr müssen wir neue, besonders für diese Verhältnisse abgefasste Rechtssätze ausarbeiten. Die Doktrin spricht von «Meta-Recht» und «Meta-Gesetz»; sie hat sogar ins Auge gefasst, die Beziehungen zwischen den menschlichen Gemeinschaften der Erde und den allfälligen Gemeinschaften denkender und organisierter Wesen anderer Planeten zu ergründen. Hierbei handelt es sich allerdings um Zukunftsbetrachtungen, und die Rechtswissenschaft arbeitet im Rahmen der praktischen Bedürfnisse. Indessen ist denkbar, dass die interplanetarischen Reisen das Erdenleben des Menschen beeinflussen und Auswirkungen auf das öffentliche und private Recht haben, beispielsweise wegen der Reisedauer und der Relativität (vgl. dazu besonders *Hombourg* in der Zeitschrift «L'homme et l'espace», Nr. 8/9, S. 30ff.; Mellor, a. a. O.).

Übrigens hat sich die UNO seit dem Abschuss der ersten Satelliten (Sputnik I und II, 4. Oktober 1957 beziehungsweise 3. November 1957) mit dem Welt-

with international law, and are not subject to national appropriation.”

Cette Résolution, adoptée à l’unanimité, prévoit en outre que le Comité des utilisations pacifiques de l’espace extra-atmosphérique étudiera les problèmes de droit posés par l’exploration et l’utilisation de l’espace et fera rapport à ce sujet.² En somme, elle consacre ce que le délégué américain *Cabot-Lodge* déclarait, le 11 décembre 1959 déjà: «Le droit commence à reconnaître et à développer une loi selon laquelle l’espace extra-atmosphérique est accessible librement, dans des conditions d’égalité, à tous les peuples dans des buts d’exploration et d’utilisation» (cité par Chaumont, opus cité, p. 33).

Cette approche du *principe de la liberté de l’espace* ne s’est pas dessinée spontanément.

Les premiers satellites ont parcouru l’espace sans que les États de lancement aient, en aucune façon, demandé une autorisation de survol. Personne n’a protesté et il est possible que l’espace atmosphérique, inférieur en tout cas, des États n’ait pas été emprunté, l’URSS étant suffisamment grande pour que ses engins spatiaux gagnent l’espace sur son territoire et les États-Unis utilisant à cette fin leur mer territoriale et la haute mer, libre comme on sait. Mais la question de la souveraineté des États sur l’espace extra-atmosphérique était posée de manière concrète et la doctrine l’aborda. Si, pour certains auteurs, l’espace est un vide juridique (“there is no legal rule applicable to the circulation of spacecraft into space”);

² Dans son rapport du 27 septembre 1962 (Doc. A/5181), le Comité des utilisations pacifiques de l’espace extra-atmosphérique relate à p. 14:

- (i) ...A la fin de sa session, en mars 1962, le Comité, après avoir indiqué que de nombreuses propositions et suggestions concrètes d’études juridiques avaient été présentées par ses membres, a créé le Sous-comité juridique et l’a chargé d’étudier ces problèmes d’une manière détaillée et en tenant compte des responsabilités que le Comité assume en vertu des résolutions 1472 (XIV) et 1721 (XVI) de l’Assemblée générale. Le Sous-comité juridique a, conformément à ce mandat, examiné les principes généraux et les problèmes juridiques que posent l’exploration et l’utilisation de l’espace extra-atmosphérique.
- ii) L’accord ne s’est fait sur aucune de ces propositions soumises au Sous-comité. Le Comité a également été saisi de quatre de ces propositions... mais, après un échange de vues, aucun accord n’est intervenu. Un cinquième projet de proposition a été présenté le 14 septembre par la délégation de la République arabe unie...
- iii) En conséquence, le Comité présente à l’Assemblée générale, pour qu’elle les examine, les dites propositions...»

Ces propositions sont:

1. URSS Projet de déclaration énonçant les principes fondamentaux devant régir l’activité des États dans l’étude et l’utilisation de l’espace extra-atmosphérique.
2. URSS Projet d’accord international sur le sauvetage des astronautes et des vaisseaux cosmiques en cas d’atterrissage ou d’amerrissage forcé.
3. USA Projet de proposition sur l’assistance aux véhicules spatiaux et à leur équipage et sur la restitution de ceux-ci.
4. USA Projet de proposition sur la responsabilité en cas d’accidents de véhicules spatiaux.
5. RAU Projet de code de coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l’espace extra-atmosphérique.

raumproblem befasst. Eine UNO-Resolution vom 20. Dezember 1961 empfiehlt (commends) den Staaten, folgende Grundsätze zu befolgen:

- “a) International law, including the United Nations Charter, applies to outer space and celestial bodies;
- b) Outer space and celestial bodies are free for exploration and use by all States in conformity with international law, and are not subject to national appropriation.”

Diese von der UNO gefasste Resolution sieht überdies vor, dass die Kommission betreffend die friedliche Benützung des ausseratmosphärischen Raumes die Rechtsprobleme der Weltraumforschung und -benützung studieren und darüber Bericht erstatten werde.² Zusammengefasst bestätigt diese Resolution, was der amerikanische Delegierte *Cabot-Lodge* schon am 11. Dezember 1959 erklärte: «Die Jurisprudenz beginnt ein Recht auszuarbeiten, wonach der ausseratmosphärische Raum unter gleichen Bedingungen allen Völkern zur Erforschung und Benützung frei zugänglich ist» (zitiert von Chaumont, a. a. O., S. 33).

Diese Annäherung an den *Grundsatz der Freiheit des Weltraums* ergab sich nicht von einem Tag auf den andern:

Die ersten Satelliten durchliefen den Raum, ohne dass die Abschussstaaten um eine Überfliegerlaubnis nachgesucht hätten. Niemand protestierte, und möglicherweise wurde der atmosphärische Raum anderer Staaten, wenigstens dessen untere Zone, gar nicht

² In ihrem Bericht vom 27. September 1962 (Dok. A/5181) erwähnt die Kommission betreffend die friedliche Benützung des ausseratmosphärischen Raumes, S. 14:

- (i) ... Am Ende ihrer Beratungen hat die Kommission im März 1962, nachdem von ihren Mitgliedern zahlreiche konkrete Vorschläge und Anregungen eingereicht worden waren, die juristische Subkommission geschaffen und sie beauftragt, diese Probleme im Hinblick auf die Wichtigkeit, die der Kommission kraft der Resolutionen 1472 (XIV) und 1721 (XVI) der Generalversammlung zukommt, eingehend zu studieren. Die juristische Subkommission hat gemäss Auftrag die allgemeinen Grundsätze und die juristischen Probleme geprüft, welche die Erforschung und Benützung des ausseratmosphärischen Raumes ergeben.
- ii) Über diese der Subkommission eingereichten Vorschläge ist keine Übereinstimmung erzielt worden. Die Kommission hat sich ebenfalls mit vier dieser Vorschläge befasst... aber nach einem Meinungsaustausch ist keine Übereinstimmung zustande gekommen. Ein fünfter Vorschlagsentwurf ist am 14. September von der Delegation der Vereinigten Arabischen Republik eingebracht worden...
- iii) Folglich unterbreitet die Kommission der Generalversammlung die genannten Vorschläge, damit sie sie prüfe...»

Diese Vorschläge sind:

1. UdSSR Erklärungsentwurf betreffend die hauptsächlichen Grundsätze, von denen sich die Staaten beim Studium und in der Benützung des ausseratmosphärischen Raumes leiten lassen sollen.
2. UdSSR Internationaler Vereinbarungsentwurf über die Rettung von Astronauten und Raumschiffen im Falle der Notlandung auf dem Festland oder auf dem Meer.
3. USA Vorschlagsentwurf über die Hilfeleistung für Raumfahrzeuge und ihre Besatzung und der Rückschaffung derselben.
4. USA Vorschlagsentwurf über die Haftpflicht bei Unfällen mit Raumfahrzeugen.
5. VAR Gesetzesentwurf über die internationale Zusammenarbeit betreffend die friedliche Benützung des ausseratmosphärischen Raumes.

“space penetration and circulation is to be considered as free from any regulation”, (*Fépin*, rapport à l’American Society of International Law du 28 avril 1958, cité par *Quadri*, Droit international cosmique, Recueil des Cours de l’Académie de droit international 1959, III, p. 526), d’autres ont considéré que les Conventions de Paris (1919) et Chicago (1944), relatives à la navigation aérienne étaient applicables aux engins de l’espace. Ces conventions consacrent le principe de la souveraineté de l’Etat sous-jacent sur l’espace atmosphérique. Ainsi *de la Pradelle* déclare: «l’espace aérien, conception géométrique, comporte nécessairement une dimension infinie que peut remplir la capacité juridique, également infinie de la souveraineté (Académie de Droit international, Recueil des Cours 1954, II, p. 126) et *de Planta* ajoute: «La souveraineté de l’Etat s’étend jusqu’à la hauteur où peut se produire l’activité humaine; elle est donc limitée en hauteur par l’impossibilité de l’homme d’arriver plus haut. Mais le terme n’est pas limitatif: en théorie, donc, le droit international actuel ne connaît pas de limite de souveraineté en hauteur» (Principes de droit international privé applicables aux actes accomplis et aux faits commis à bord d’un aéronef, Genève 1955, p. 86).

Mais que l’espace soit un vide juridique ou soumis à la souveraineté des Etats sous-jacents, la difficulté est d’en tracer les limites par rapport à l’atmosphère, premièrement, et par rapport aux Etats. On ne voit guère cette souveraineté s’exercer dans la zone de projection du territoire étatique en forme de cône dont le sommet est au centre de la terre. Cette zone est infinie et la condition de la souveraineté est l’effectivité; elle est changeante car la terre tourne et les engins spatiaux se déplacent à de grandes vitesses. Si l’on veut, d’autre part, tracer des zones dans l’espace, dont l’une, atmosphérique, est soumise à l’Etat sous-jacent, et l’autre, extra-atmosphérique, est libre, on voit immédiatement que les Etats auront le souci principal de leur sécurité et des appréciations différentes. Ils n’ont pas encore pu s’entendre sur la distance de la mer territoriale! Par ailleurs, les engins de l’espace, dans leur trajectoire, seraient soumis successivement à deux régimes différents.

Ces difficultés parmi d’autres ont amené la doctrine à ne pas retenir l’idée de souveraineté et à chercher d’autres voies en se libérant des entraves nées de l’analogie avec le droit aérien. La question essentielle ne serait pas un problème de souveraineté ou de zones, a-t-elle prétendu, mais un problème de réglementation des activités spatiales. Juridiquement, l’espace ne serait pas un lieu, mais un «foyer d’activités». Ces dernières seraient réglementées et chaque Etat pourrait «se livrer librement à une activité, considérée comme spatiale d’un commun accord par les Etats, dès lors que cette activité ne met pas obstacle à l’égalité des autres Etats d’entreprendre une activité du même ordre» (*Chaumont*, opus cité, p. 53). C’est le principe de la liberté de l’espace.

berührt. Vielleicht konnte die weit ausgedehnte UdSSR noch über *ihrem* Territorium Flugkörper bis in den Weltraum aufsteigen lassen; andererseits benutzten die USA dazu unter Umständen ihre Territorialgewässer sowie die – bekanntlich freie – hohe See. Aber jedenfalls war nun das Problem der staatlichen Souveränität über den ausseratmosphärischen Raum konkret gestellt, und die Doktrin begann, sich damit zu beschäftigen. Für gewisse Autoren bildet der Weltraum ein juristisches Vakuum (“there is no legal rule applicable to the circulation of spacecraft into space”; “space penetration and circulation is to be considered as free from any regulation”, *Pépin*, Bericht vom 28. April 1958 an die American Society of International Law, zitiert von *Quadri*, Droit international cosmique, Recueil des Cours de l’Académie de droit international, 1959, III, S. 526). Andere erachten die Luftfahrtsabkommen von Paris (1919) und Chicago (1944) als auf die Raumflugkörper anwendbar. Diese Abkommen verfechten den Grundsatz, dass über die Atmosphäre der darunter liegende Staat souverän sei. So erklärt *de la Pradelle*: «Der Luftraum, ein geometrischer Bereich, ist zwar in einer Dimension notwendigerweise unbegrenzt, kann aber der Souveränität unterstellt werden, da diese juristisch unbegrenzt dehnbar ist» (Académie de Droit international, Recueil des Cours, 1954, II, S. 126). *Von Planta* fügt bei: «Die Souveränität eines Staates reicht so hoch hinauf wie die menschliche Tätigkeit und ist somit in der Höhe begrenzt durch das Vermögen des Menschen, noch höher hinauf zu gelangen. Aber der Begriff selber enthält keine Einschränkung; theoretisch müsste also die Souveränität im gegenwärtigen internationalen Recht in bezug auf die Höhe nicht beschränkt werden» (Principes de droit international privé applicables aux actes accomplis et aux faits commis à bord d’un aéronef, Genf, 1955, S. 86).

Aber ob nun der Weltraum ein juristisches Vakuum darstelle oder dem unter ihm liegenden Staat unterworfen sei, so bleibt es doch schwierig, die Hoheitsgrenzen in der Atmosphäre und zwischen den Staaten zu ziehen. Die Hoheit eines Staates gilt kaum für diejenige ganze «Projektionszone» seines Gebietes, welche die Form eines Kegels mit Spitze im Erdmittelpunkt hat. Diese Zone ist unendlich, und Souveränität setzt voraus, dass sie überhaupt wirksam werden kann. Übrigens fällt nicht stets dasselbe in diese Zone, zumal die Erde sich dreht und die Raumflugkörper sich rasch bewegen. Würde man aber im Weltraum Zonen abgrenzen und hiervon die atmosphärische dem darunter liegenden Staat unterstellen, die ausseratmosphärische jedoch frei lassen, so ergäben sich die Hauptprobleme wohl aus den verschiedenen Ansichten der einzelnen Staaten darüber, was zu ihrer Sicherheit erforderlich sei. Haben sie sich doch noch nicht einmal über die Reichweite der Territorialgewässer verständigen können! Übrigens wären die Raumflugkörper auf ihrer Bahn nacheinander zwei verschiedenen Rechtsordnungen unterworfen.

L'élaboration de ce principe n'est pas sans analogie avec le développement du *droit des télécommunications* qui fut lui-même, quant à la propagation des ondes, en conflit avec le droit aérien et la souveraineté de l'Etat sous-jacent sur l'atmosphère. Cette lutte s'engagea le jour où, en droit aérien, on s'écarta du principe de la liberté de l'air – avant la première guerre mondiale, on le proclamait; voir Résolution de l'Institut de droit international, session de Gand (1906), de Madrid (1911) – pour consacrer celui de la souveraineté de l'Etat sous-jacent, la doctrine assimilant alors l'éther (fluide impondérable, élastique, qui remplit les espaces, pénètre tous les corps et que les physiciens regardent comme l'agent de transmission de la lumière, de la chaleur, de l'électricité, etc. *Larousse*) à l'atmosphère (voir *Oppenheim, Lauterpacht I*, p. 401: the principle of exclusive sovereignty into the airspace for subjacent State enables that State to prohibit the disturbance of the air over its territory by means of Hertzian waves caused for the purpose of wireless communications and emanating from a foreign State').

Mais l'éther est un «aliud» par rapport à l'atmosphère et ne saurait être régi par les mêmes principes. Les ondes, effectivement, ne se propagent pas uniquement dans l'atmosphère, elles pénètrent presque partout et également dans l'espace, il est impossible de barrer leur route de manière hermétique, elles ne présentent pas, comme l'avion, un danger physique. «Ces différences essentielles devraient entraîner une révision du principe fondamental applicable à la circulation des ondes et l'élection d'un principe autonome distinct du principe applicable à l'air et tenant compte de la nature particulière de l'éther, lieu géométrique des vibrations électriques (*de Gaspar, Revue internationale de la radioélectricité* 1938, p. 104).

Précédemment déjà, le principe de *la liberté de l'éther* avait été proclamé. En effet, si *Fauchille* déclarait en 1906, à l'Institut de droit international, que «les Etats n'auront plus de raison de s'opposer au fonctionnement de la télégraphie sans fil au-dessus de leur territoire, le jour où celle-ci, par suite du progrès de la science, ne troublera plus les communications télégraphiques et téléphoniques ordinaires», il admit ultérieurement qu'un Etat ne doit pas avoir la faculté de s'opposer au passage au-dessus de son territoire des ondes produites par les postes de télégraphie sans fil (*Fauchille, La télégraphie sans fil et le droit international, dans Revue de droit international public* 1920, p. 7). Par ailleurs, l'Institut de droit international déclarait en 1927: «Un Etat n'a aucun droit de s'opposer au simple passage des ondes hertziennes au-dessus de son territoire (*Cavaglieri, Les principes de droit international régissant la TSF, dans Revue internationale de la radioélectricité*, 1928,

Diese Schwierigkeiten unter vielen anderen haben die Rechtslehre veranlasst, am Souveränitätsprinzip nicht festzuhalten, sich von den Fesseln der Analogie zum Luftfahrtsrecht zu lösen und neue Wege einzuschlagen. Die Doktrin erklärt, das Hauptproblem betreffe nicht die Souveränität oder die Zonen, sondern die Regelung der Betätigung im Weltraum. Das Recht interessiere sich nicht um den Weltraum als solchen, sondern um die darin vorgenommenen Handlungen. Diese würden geregelt, und jeder Staat könne «frei eine Tätigkeit ausüben, die nach übereinstimmender Anschauung der Staaten im Weltraum erfolge, solange diese Handlung die gleiche Freiheit der übrigen Staaten, eine Aktion gleicher Ordnung vorzunehmen, nicht behindere» (*Chaumont, a.a.O.*, S. 53). Dies ist der Grundsatz der Freiheit des Weltraums.

Die Entwicklung dieses Grundsatzes erfolgte ähnlich jener des *Fernmelderechts*. Dieses stand nämlich in bezug auf die Ausbreitung der Wellen seinerseits in Konflikt mit dem Luftfahrtsrecht und der staatlichen Souveränität über die Atmosphäre. Diese Auseinandersetzung begann, als man im Luftfahrtsrecht den vor dem ersten Weltkrieg proklamierten Grundsatz der Freiheit der Luft aufhob, um die Souveränität über den Luftraum dem unter ihm liegenden Staat zuzuweisen (vgl. Resolution des Institut de droit international, Konferenz von Gent, 1906, und Konferenz von Madrid, 1911). Denn die Doktrin setzte nun den Äther der Atmosphäre gleich (Äther = «fluide impondérable, élastique, qui remplit les espaces, pénètre tous les corps et que les physiciens regardent comme l'agent de transmission de la lumière, de la chaleur, de l'électricité, etc.» *Larousse*; vgl. ferner *Oppenheim, Lauterpacht I*, S. 401: “the principle of exclusive sovereignty into the airspace for subjacent State enables that State to prohibit the disturbance of the air over its territory by means of Hertzian waves caused for the purpose of wireless communications and emanating from a foreign State”).

Der Äther ist aber etwas anderes als die Atmosphäre und sollte nicht den gleichen Grundsätzen unterstehen. Die Wellen breiten sich nämlich nicht nur in der Atmosphäre aus, sondern dringen fast überall hin und zwar auch in den Weltraum. Es ist wohl unmöglich, die Ausbreitung aller Wellen vollständig zu verhindern. Sie scheinen nicht gleiche «Gefahrenkörper» wie Flugzeuge. «Diese Hauptunterschiede sollten eine Revision des auf die Wellenfortpflanzung anwendbaren Grundsatzes und ein selbständiges Prinzip nach sich ziehen, das von jenem für die Luft verschieden ist und der besonderen Natur des Äthers, des «geometrischen Orts» elektrischer Schwingungen, Rechnung trägt» (*de Gaspar, Revue internationale de la radioélectricité*, 1938, S. 104).

Der Grundsatz der Freiheit des Äthers war schon früher aufgestellt worden. Im Jahre 1906 erklärte *Fauchille* im Institut de droit international, dass «ein Staat dann keinen Grund mehr haben werde, sich der drahtlosen Telegraphie über sein Gebiet hinüber

IV, p. 243) et Hombourg ajoute que, pour les ondes, dans leur course à travers l'espace, c'est «le principe de la liberté de l'éther qui doit l'emporter» (Hombourg, e.l. 1929, IV, p. 4). Ce même auteur relate qu'au Congrès privé du Comité juridique international de l'Aviation (Paris 1909) et au Congrès du Comité international de la TSF (Paris 1925), l'air et l'éther avaient été déclarés libres, en principe (e.l. p. 3 et 4). Pour plus de détails, on pourra consulter *Buser* selon lequel la souveraineté «tristement Radioverkehr wegen der natürlichen Beschaffenheit seiner Verkehrsmittel praktisch noch mehr in den Hintergrund als beim Luftschiffverkehr» (Radiorecht 1932, p. 28) et n'apparaît guère dans le droit conventionnel des télécommunications que «zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und Sicherheit» (e.l., p. 29).

Pour l'espace et l'éther, l'analogie est certaine: leur principe essentiel – celui de la liberté – se dégage et s'est dégagé, du fait de leur nature particulière, en opposition au droit aérien. Ce point est relevé par le juriste italien Quadri: «Le seul terme de comparaison qui nous paraît raisonnable avec les activités cosmiques dont il est question est constitué par la radiotélégraphie, c'est-à-dire par l'expérience qui, pour la première fois, a détruit le dogme de l'impénétrabilité (Undurchdringlichkeit) de la souveraineté territoriale (Quadri, Académie de droit international, Recueil des Cours 1959, III, p. 563). Cet auteur constate qu'une partie de la doctrine a essayé en vain de faire application, en matière de radiocommunications, «du principe de la souveraineté aérienne en prétendant que chaque Etat aurait dû empêcher que les ondes hertziennes se propagent au delà du territoire de manière à envahir le domaine d'exclusivité souveraine des autres Etats. Contre cette théorie, absurde, qu'on n'a jamais pu incorporer dans une convention internationale, car elle rendrait la radiotélégraphie esclave de principes qui s'étaient formés en vertu d'expériences différentes, on a pu faire valoir facilement des raisons qui justifient une considération autonome de la matière». Quadri relate également la tendance de la doctrine à étendre l'application du droit international des télécommunications à l'espace.

Effectivement, le préambule de la Convention internationale des télécommunications (Genève 1959) se borne à reconnaître à chaque pays «le droit souverain de réglementer ses télécommunications». Il n'y a là aucune affirmation de souveraineté sur l'éther et le droit international des télécommunications peut s'adapter à l'espace, cette nouvelle dimension de l'activité humaine, sans soulever la question de souveraineté. Ses premières règles ad hoc ont été codifiées dans le Règlement des radiocommunications (Genève 1959); elles concernent l'attribution de fré-

zu widersetzen, wenn sie infolge des technischen Fortschrittes die gewöhnlichen Telegraphie- und Telephonverbindungen nicht mehr störe»; später nahm Fauchille dann effektive an, ein Staat dürfe die drahtlose Telegraphie über sein Territorium hinweg nicht hindern (Fauchille, La télégraphie sans fil et le droit international, in der Revue de droit international public, 1920, S. 7). Zudem erklärte das Institut de droit international im Jahre 1927: «Ein Staat darf den blossen Durchgang Hertzscher Wellen über seinem Gebiet nicht verwehren» (*Cavaglieri*, Les principes de droit international régissant la TSF, in der Revue internationale de la radioélectricité, 1928, IV, S. 243). Hombourg fügt bei, für die Fortpflanzung der Wellen im Weltraum «müsse das Prinzip der Freiheit des Äthers obsiegen» (Hombourg, a.a.O., 1929, IV, S. 4). Derselbe Autor berichtet, dass am Congrès privé du Comité juridique international de l'Aviation (Paris 1909) und am Congrès du Comité international de la TSF (Paris 1925) Luft und Äther grundsätzlich frei erklärt worden seien (a.a.O., S. 3 und 4). Für weitere Einzelheiten sei auf *Buser* verwiesen, nach welchem die Souveränität «beim Radioverkehr wegen der natürlichen Beschaffenheit seiner Verkehrsmittel praktisch noch mehr in den Hintergrund» tritt «als beim Luftschiffverkehr» (Radiorecht, 1932, S. 28) und im konventionellen Fernmelderecht fast nur «zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und Sicherheit» erscheint (a.a.O., S. 29).

Für Weltraum und Äther nun gibt es gewiss eine Analogie: Der Hauptgrundsatz ihres Rechts, das Freiheitsprinzip, hat sich nämlich aus ihrer besonderen Natur heraus und im Gegensatz zum Luftrecht entwickelt. Diesen Punkt hebt der italienische Jurist Quadri hervor: «Die einzige uns vernünftig scheinende Analogie zu den betreffenden kosmischen Handlungen bietet die Radiotelegraphie, das heisst jenes Experiment, mit dem als erstem das Dogma der Undurchdringlichkeit der Gebietshoheit fiel» (Quadri, Académie de droit international, Recueil des Cours, 1959, III, S. 563). Weiter führt dieser Autor aus, ein Teil der Lehrmeinungen habe sich vergeblich bemüht, auf den Radioverkehr «den Grundsatz der staatlichen Souveränität über die Luft» anzuwenden, «mit der Behauptung, jeder Staat müsste die Emission Hertzscher Wellen von seinem Gebiet aus in fremdes Staatsterritorium verhindern. Gegen diese absurde Theorie (die nie in ein internationales Abkommen Eingang finden konnte, weil sie sonst die Radiotelegraphie Prinzipien unterworfen hätte, die auf anderen Voraussetzungen beruhten)» hätten «sich leicht Gründe finden lassen, die eine selbständige Würdigung dieser Materie rechtfertigten». Quadri unterstreicht zudem die Tendenz der Rechtslehre, das internationale Fernmelderecht auf den Weltraum anzuwenden.

Die Präambel des Internationalen Fernmeldevertrages (Genf 1959) beschränkt sich darauf, jedem Land «das uneingeschränkte Recht, seinen Fernmelde-

quences aux services de radiocommunications spatiales. Par ailleurs, une Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications, chargée d'attribuer des bandes de fréquences pour les communications spatiales, a été convoquée pour octobre 1963 par le Conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications. Cette Union groupe plus de 100 Etats. Ainsi donc, le droit international administratif et conventionnel des radiocommunications présente la première codification de règles s'appliquant à l'espace extra-atmosphérique.

Ce droit des télécommunications, applicable à l'espace, se développe donc de manière autonome et l'Assemblée générale des Nations Unies lui a même donné feu vert par une Résolution particulière du 20 décembre 1961 (The General Assembly... notes with satisfaction that the International Telecommunication Union plans to call a special conference in 1963 to make allocations of radio frequency bands for outer space activities...). Mais il peut être considéré comme une branche particulière du futur droit de l'espace (Quadri, opus cité, p. 520: «et c'est pourquoi certaines branches de l'expérience juridique, telles la radiodiffusion et la télévision, auront de plus en plus tendance à déceler leur véritable nature et à se rattacher strictement au domaine des autres activités cosmiques), du moins en ce qui concerne la propagation des ondes dans l'espace. Quant au satellite de télécommunications lui-même, dans son expression matérielle, on ne voit guère qu'on puisse dissocier son statut juridique de celui qui sera fait, dans le droit commun de l'espace, aux autres véhicules (annonce du lancement, de l'orbite, de la position, identification³, responsabilité pour dommages causés à des tiers à la surface ou dans l'espace, etc.). Ce satellite est un élément nouveau dans les télécommunications: véhicule ou station de l'espace, il est destiné, contrairement à l'avion équipé d'une station radio par exemple, uniquement à la propagation des ondes; celle-ci est le but en soi de l'engin.

Certes, on peut se demander si le principe de la

³ Voir le rapport cité sous note ², p. 15:

«24. Conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de la résolution 1721 B (XVI), par laquelle l'Assemblée générale demande aux Etats qui lancent des objets dans l'espace extra-atmosphérique de fournir sans délai des renseignements au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et prie le Secrétaire général de tenir un registre public où seront consignés ces renseignements, le Comité a reçu des Etats-Unis et de l'URSS des rapports contenant des données en vue de l'enregistrement de lancements d'objets dans l'espace extra-atmosphérique.

25. Le premier rapport des Etats-Unis, qui concernait les lancements effectués de février 1958 à février 1962, a été reçu le 7 mars 1962. L'URSS a soumis le 24 mars 1962 son premier rapport, qui portait sur les lancements effectués d'octobre 1957 à mars 1962. Par la suite, le Comité a reçu de ces deux Etats des rapports contenant des données en vue de l'enregistrement des lancements intervenus après les périodes considérées dans les rapports initiaux.»

verkehr zu regeln», zuzugestehen. Er weist somit keine Hoheit über den Äther zu. Das internationale Fernmelderecht lässt sich daher den Verhältnissen des Weltraums, dieses neuen menschlichen Tätigkeitsfeldes, anpassen, ohne dass die Souveränitätsfrage geprüft werden muss. Die ersten Normen enthält das Radioreglement (Genf 1959); sie betreffen die Zuteilung der Frequenzbereiche an die Weltraum-Radiodienste. Überdies hat der Verwaltungsrat der Internationalen Fernmeldeunion auf Oktober 1963 eine ausserordentliche Fernmelde-Verwaltungskonferenz einberufen, welche die Frequenzbereiche für den Weltraum-Radioverkehr zuteilen will. Diese Union umfasst mehr als 100 Staaten. Das internationale konventionelle Radiorecht bildet also die erste Kodifizierung von Regeln für den ausseratmosphärischen Raum.

Dieses Weltraum-Fernmelderecht entwickelt sich somit selbständig. Die Generalversammlung der Vereinigten Nationen hat ihm mit einer besonderen Resolution vom 20. Dezember 1961 sogar das grüne Signal gegeben («The General Assembly... notes with satisfaction that the International Telecommunication Union plans to call a special conference in 1963 to make allocations of radio frequency bands for outer space activities...»). Dieses Recht kann nun, wenigstens für die Wellenausbreitung im Weltraum, als Spezialzweig des künftigen Weltraumrechts betrachtet werden (Quadri, a.a.O., S. 520: «und deshalb haben gewisse Rechtsgebiete wie das Radio- und Fernsehrecht immer mehr die Tendenz, ihre wahre Natur zu offenbaren und sich eng an das Recht der andern kosmischen Betätigungen anzulehnen»). Ferner wird das rechtliche Statut des Fernmeldesatelliten als eines Körpers kaum vom gewöhnlichen Weltraumrecht für die andern Flugkörper getrennt werden können (Mitteilung des Abschusses, der Umlaufbahn, der Position, der Identifizierungsmerkmale³, der Meldestelle bei allfälligen, einem Dritten auf der Oberfläche oder im Raum verursachten Schäden usw.). Dieser Satellit ist ein neues Element im Fernmeldewesen: Er bildet zwar ein Weltraumfahrzeug oder eine Weltraumstation, ist aber – anders als beispielsweise ein Flugzeug mit Radiostation – nur zur Weiterverbreitung von Wellen bestimmt; dieser Zweck entspricht der besonderen Art dieses Satelliten.

³ Siehe den unter Ziffer ² erwähnten Bericht, S. 15:

«24. Nach den Bestimmungen der Paragraphen 1 und 2 der Resolution 1721 B (XVI) ersucht die Generalversammlung die Staaten, die Körper in den ausseratmosphärischen Raum aussenden, der Kommission betreffend die friedliche Benützung des ausseratmosphärischen Raumes unverzüglich Informationen zu liefern und lädt den Generalsekretär ein, ein öffentliches Register zu führen, wo die gelieferten Angaben zu verzeichnen wären. Die Kommission hat von den Vereinigten Staaten und der UdSSR Angaben zur Registrierung der abgeschossenen Raumkörper erhalten.

25. Der erste Bericht der Vereinigten Staaten betreffend die Abschüsse vom Februar 1958 bis Februar 1962 ist am 7. März 1962 eingetroffen. Die UdSSR hat ihren ersten Bericht am 24. März 1962 unterbreitet, welcher die Abschüsse vom Oktober 1957 bis März 1962 umfasst. In der Folge hat die Kommission von den beiden Staaten Aufzeichnungen über die nach den erwähnten Perioden abgeschossenen Raumkörper erhalten.»

liberté de l'éther fait partie du droit international coutumier. De la Pradelle le nie («Il n'est pas possible, cependant, d'affirmer l'existence d'une coutume internationale admettant, de droit, dans le domaine des télécommunications, la liberté de l'éther». Académie de droit international, Recueil des Cours, 1954, II, p. 180) et allègue certaines réserves de liberté d'action faites dans les Conventions et Règlements internationaux en matière de télécommunications. Cependant ces mêmes conventions et règlements n'affirment pas la souveraineté étatique sur l'éther et, implicitement, admettent le principe de liberté, ne serait-ce que par la clause d'interdiction des brouillages nuisibles (Convention internationale des télécommunications, Genève 1959, art. 47: «Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent être établies et exploitées de manière à ne pas causer de brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques des autres Membres ou Membres associés, des exploitations privées reconnues et des autres exploitations dûment autorisées à assurer un service de radiocommunications et qui fonctionnent en se conformant aux dispositions du Règlement des radiocommunications»). Tel est le droit international conventionnel en vigueur et l'on s'aperçoit, au vu de la Résolution des Nations Unies du 20 décembre 1961 citée plus haut et de la doctrine, que son orientation est semblable à celle qui se dessine dans le droit de l'espace (liberté d'utilisation de l'espace, absence de souveraineté étatique, réglementation des activités spatiales). En revanche, il ne manque pas d'auteurs pour préconiser une révision du droit aérien, en particulier Pépin, selon lequel «il conviendra sans doute de reconsidérer le principe inscrit à l'article premier de la Convention de Chicago... et peut-être de revenir au principe de la liberté de circulation» (Les progrès de l'astronautique et le droit de l'espace, p. 8).

Mais les juristes qui, de près ou de loin, s'occupent des télécommunications, se doivent de suivre l'élaboration du droit de l'espace. Car, si l'on a pu prétendre pour les ondes à un régime autonome dans l'atmosphère, différent de celui du droit aérien, et s'il est également possible de prétendre à un tel régime dans l'espace, il ne saurait en aller de même pour les satellites de télécommunications dans leur expression matérielle.

Es ist fraglich, ob der Grundsatz der Freiheit des Äthers internationales Gewohnheitsrecht darstellt. De la Pradelle verneint es («Indessen kann keine internationale Übung nachgewiesen werden, kraft welcher die Freiheit des Äthers für das Fernmeldewesen Gewohnheitsrecht geworden wäre». Académie de droit international, Recueil des Cours, 1954, II, S. 180); dabei führt er Fälle an, in denen in internationalen Fernmeldeabkommen und -reglementen Handlungsfreiheit vorbehalten wurde. Andererseits bejahen diese Abkommen und Reglemente die staatliche Hoheit über den Äther nicht, sondern setzen stillschweigend den Grundsatz der Freiheit voraus, sei es auch nur durch ein Verbot schädlicher Störungen (Internationaler Fernmeldevertrag, Genf 1959, Art. 47: «Alle Radiostationen müssen – ohne Rücksicht auf ihren Verwendungszweck – so eingerichtet und betrieben sein, dass sie die Radioverbindungen oder Radiodienste der übrigen Mitglieder oder zugewandten Mitglieder, der anerkannten Privatbetriebe und der übrigen ordnungsgemäss ermächtigten Betriebe, die einen Radioverkehrsdienst gemäss den Bestimmungen des Radioreglementes besorgen, nicht in schädlicher Weise stören»). Das ist der gegenwärtige Stand des konventionellen Fernmelderechts. Nach der vorgenannten Resolution der Vereinigten Nationen vom 20. Dezember 1961 sowie nach der Rechtslehre zu urteilen hat es eine ähnliche Tendenz wie diejenige, welche sich im werdenden Weltraumrecht abzeichnet (Freiheit der Weltraumbenützung, Fehlen staatlicher Hoheit, Reglementierung der Betätigung im Weltraum). Umgekehrt regen gewisse Autoren eine Revision des Luftfahrtrechtes an, so besonders Pépin, nach welchem «es zweifellos angezeigt wäre, den im ersten Artikel des Chicago-Abkommens umschriebenen Grundsatz in Wiedererwägung zu ziehen... und vielleicht das Prinzip der Freiheit des Verkehrs neu zu überprüfen» (Les progrès de l'astronautique et le droit de l'espace, S. 8).

Jedenfalls sollten diejenigen Juristen, die sich irgendwie mit dem Fernmeldewesen befassen, die Entwicklung des Weltraumrechts verfolgen. Für die Wellen in Atmosphäre und Weltraum ist zwar eine selbständige, von der Luftfahrtsordnung verschiedene Rechtsordnung möglich; aber es gilt dies nicht notwendigerweise auch für körperliche Fernmeldesatelliten.